

LES ENGAGES POUR LA SANTE : PROPOSITIONS POUR MAINTENIR UN SYSTÈME DE SANTE EQUITABLE ET RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

DOMAINE D'ACTION		ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
MANIFESTE			
		DIFFUSER LE MANIFESTE dans tous les cabinets et auprès des patients et partenaires	
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
2	ENVIRONNEMENT		
		DÉFINIR LE PROFIL D'UN CABINET ÉCO-RESPONSABLE <i>L'activité médicale et soignante peut avoir un impact majeur sur l'environnement, en produisant des déchets, en prescrivant des médicaments parfois inutiles qui se retrouvent dans l'environnement, en utilisant des outils jetables etc...</i>	DIFFUSER L'INFO SUR L'URGENCE CLIMATIQUE AUPRES DES POLITIQUES et faire le lien avec la santé et les coûts de la santé <i>Certains politiciens ignorent les impacts du changement climatique sur la santé et donc sur le système de santé : il faut que les professionnel-le-s mettent sur pied des événements d'information à leur intention et conduisent un travail de lobbying</i>
		DÉFINIR STRATEGIES THERAPEUTIQUES ÉCO-RESPONSABLE <i>Identifier les éléments d'une pratique clinique favorable à l'environnement, que les patient-e-s puissent mettre en acte (les pratiques mises en acte par les professionnel-le-s de santé sont définies sous Ea1)</i>	PRENDRE POSITION A L'EGARD DES VOTES LIES A L'ENVIRONNEMENT <i>Un groupe de veille suit le calendrier des divers objets qui seront soumis au vote et qui concernent l'environnement : pour chacun de ces votes, nous devons prendre la parole et apporter notre point de vue au débat.</i>
		DÉFINIR CE QU'EST UN HÔPITAL ÉCO-RESPONSABLE <i>Alors que le domaine de la santé, et en particulier les hôpitaux, ont un bilan carbone très mauvais, plusieurs grands hôpitaux du reste du monde ont une stratégie de transformation écoresponsable de leurs hôpitaux : il faut en faire de même dans notre canton en nous inspirant de ces démarches déjà abouties.</i>	SUIVRE LES POSITIONS POLITIQUES DES ELUS A L'EGARD DE L'ENVIRONNEMENT ET DEMANDER DES COMPTES
		PROMOUVOIR L'ENSEIGNEMENT DES QUESTIONS D'ENVIRONNEMENT	SOUTENIR ET COLLABORER AVEC LES AUTRES ASSOCIATIONS DE PROFESSIONNEL-LE-S DE SANTÉ POUR L'ENVIRONNEMENT
		PROMOUVOIR DES CAFES « CULTURE SANTE ENVIRONNEMENT »	
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
3	TRANSPARENCE		
		TRANSPARENCE DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE A L'EGARD DE LEUR PRATIQUE : GÉNÉRALISATION DES CERCLES DE QUALITÉ <i>La transparence ne doit pas être l'affaire seulement des assurances et des politiciens : les professionnel-le-s de la santé doivent aussi accepter ce principe. La presse s'est régulièrement fait l'écho d'examen et de prescriptions inutiles qui mettent le système à mal : il est donc primordial que les professionnel-le-s établissent la transparence à l'égard de leur pratique.</i>	DEMANDER LA TRANSPARENCE SUR LES SOUTIENS AUX POLITIQUES <i>Les parlementaires sont informés par divers lobbies et sont parfois intéressé-e-s financièrement par certains groupes d'intérêt, ce qui peut influencer leur point de vue à l'égard des objets soumis au vote. Il faut établir la transparence à l'égard de ces intérêts de manière à ce que la population sache quelles sont les influences auxquelles les parlementaires sont soumis.</i>
		TRANSPARENCE SUR LE REVENU DES PROFESSIONNELS DE LA SANTE QUI SONT A LA CHARGE DE LA LAMAL	TRANSPARENCE DES FLUX FINANCIERS DES ASSURANCES <i>Les comptes des assurances maladie (de base) sont opaques et les personnes chargées de réviser ces comptes sont trop peu nombreuses</i>

	<p><i>Un petit nombre de professionnels de la santé vise une médecine commerciale et enrichissante qui coûte en termes financiers et en termes d'image : il est nécessaire que les professionnels de la santé et les médecins en particulier s'appliquent à eux-mêmes les exigences de transparence qu'ils attendent des assurances et des politiciens</i></p>	
	<p>PRINCIPES SMARTER MEDICINE <i>« Un traitement ne doit être suivi que s'il est effectivement utile ». Les principes de smarter medicine sont implantés dans divers domaines, mais pas toutes les branches de la médecine. De plus, leur connaissance est parfois limitée.</i></p>	<p>DÉNONCER LES INDUSTRIES QUI ONT UN IMPACT NÉFASTE SUR LA SANTÉ <i>Certaines industries produisent des substances qui génèrent des coûts par le biais de l'augmentation du risque de maladie. Les politiciens doivent prendre position à l'égard de ces industries et édicter des lois bloquant la production de substances dangereuses et limitant voire interdisant l'utilisation de substances clairement nocives</i></p>
		<p>PROPOSER L'IMPLANTATION DU MÉDECIN DE FAMILLE COMME GATE KEEPER (GARDIEN DE LA PORTE D'ENTRÉE DANS LES SOINS) <i>Certains pays ont mis en place un système qui fait du généraliste ou du médecin de famille un « gate keeper », ce qui évite les examens spécialisés inutiles, garantit une meilleure cohérence et permet de construire le traitement de manière logique</i></p>
	<p>INFORMER LES PATIENTS SUR LES ASPECTS FINANCIERS DE LA SANTE <i>Les patients doivent eux aussi être informés sur les coûts de la médecine et le rôle qu'ils peuvent jouer pour les limiter. Une meilleure connaissance des enjeux peut les responsabiliser et en faire des partenaires pour viser une utilisation rationnelle des ressources</i></p>	
	<p>INCLURE LES QUESTIONS D'ECONOMICITE DANS LA FORMATION PREGRADUEE DES PROFESSIONNEL-LE-S <i>La formation des jeunes professionnel-le-s de la santé ainsi que la formation continue des diplômé-e-s sont des éléments fondamentaux de la diffusion des démarches de contrôle des coûts de la santé.</i></p>	
	<p>INCLURE LES QUESTIONS D'ECONOMICITE DANS LA FORMATION POST GRADUEE ET CONTINUE DES PROFESSIONNELS <i>Il ne suffit pas de former les jeunes ; les professionnels déjà en activité doivent également être formés ou leur formation doit être mise à jour. En particulier, les personnes occupant des postes de cadres ou de chef-fe-s de service doivent être formées également, vu leur impact sur les personnes en formation et les pratiques dans leurs services.</i></p>	
DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING

4	INFORMATION COMMUNICATION		
		DEVELOPPER LE DOMAINE DE LA PREVENTION/PROMOTION DE LA SANTE <i>L'information des patient-e-s doit être améliorée afin de leur permettre d'être plus acteurs dans les aspects liés à la prévention des maladies.</i> <i>La promotion de la santé doit obtenir le soutien de tous les acteurs impliqués, professionnel-les de la santé et politiques.</i>	
		RENFORCER LES COMPETENCES SUR LA SANTE <i>Les individus doivent pouvoir avoir accès à des informations leur permettant d'acquérir des compétences de base pour gérer leur propre santé.</i>	
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
5	COLLABORATION		
		DÉVELOPPER UNE CULTURE DE COLLABORATION INTERPROFESSIONNELLE	
		UTILISER LE DOSSIER ELECTRONIQUE DU PATIENT (DEP) COMME FIL ROUGE <i>La mise en place d'un dossier électronique du patient permettra la mise en commun des données et de ne pas répéter inutilement des investigations.</i>	
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
6	MEDICAMENTS		
		PROMOUVOIR UN RECOURS RAISONNABLE ET SOBRE AUX TRAITEMENTS MÉDICAMENTEUX	OBTENIR LA TRANSPARENCE SUR LES COÛTS DE DÉVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION DES MÉDICAMENTS À CHARGE DE L'ASSURANCE DE BASE. <ul style="list-style-type: none"> • Les producteurs doivent rendre des comptes à la collectivité pour justifier leurs exigences de prix à charge de l'assurance de base. • Les contributions du secteur public à la recherche doivent être prises en compte. • Ces analyses doivent être vérifiables par des instances indépendantes, en sus d'un Health technology assessment efficace et transparent lui aussi. • Les débats sur l'enregistrement (Swissmedic) et l'admission sur la liste des spécialités (OFSP) doivent être publics.
		OFFRIR AUX PROFESSIONNEL-LE-S ET AU PUBLIC UN SYSTÈME DE SOCIOVIGILANCE POUR DÉPISTER CERTAINS EFFETS PERVERS DU SYSTÈME DE SANTÉ	EXPLORER LES POSSIBILITES DE NOUVELLES MESURES RÉGLEMENTAIRES INNOVANTES VISANT À LIMITER LES COÛTS DES TRAITEMENTS MÉDICAMENTEUX : <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de demandes d'enregistrement d'indication ou d'admission sur liste des spécialités par d'autres acteurs que le fabricant

			<ul style="list-style-type: none"> • Audits du contrôle des finances dans les cas litigieux, dénonciation des abus de position dominante • Essais de facilitation des importations parallèles • Fixation de prix plancher pour les génériques • Prononcé de licences obligatoires dans des cas ciblés d'abus (compulsory license, exception à la protection absolue de la propriété intellectuelle, prévue par les TRIP dans des situations où un intérêt public majeur prime)
			<p>RÉÉQUILIBRER LES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC DANS L'APPROVISIONNEMENT EN MÉDICAMENTS</p> <p>Par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'encouragement à une recherche clinique publique non commerciale (<20% actuellement) • L'intervention accrue des services publics pour prévenir / corriger les ruptures d'approvisionnement en médicaments de base (stockage, mandats à des firmes régionales, pharmacie de l'armée, pharmacies hospitalières) • Une attention au maintien de compétences en innovation, recherche, développement et production de médicaments dans le secteur académique et hospitalier (maladies négligées et orphelines) •
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
7	TARIFICATION DES ACTES MEDICAUX ET SOIGNANTS		
			<p>VALORISER LE TEMPS RELATIONNEL ET DE PRÉVENTION DANS L'AOS</p> <p><i>La tarification actuelle valorise de manière très favorable les actes techniques et valorise trop peu les actes de relation et de prévention-promotion de la santé</i></p>
			<p>AMELIORER LE FINANCEMENT DES TÂCHES DE COORDINATION DES SOINS</p> <p><i>Une amélioration de la coordination des soins aura un impact important sur la qualité et les dépenses inutiles par la répétition des actes.</i></p>
			<p>RECONNAISSANCE DES ACTES INFIRMIERS</p> <p><i>Les infirmiers peuvent réaliser de nombreux actes de soins en augmentant l'économicité. Ils contribuent à combler la pénurie de médecins.</i></p>
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING

8	REGULATION DU SYSTEMÈME DE SANTE		REFLECHIR A UNE STRATEGIE DE REGULATION DE L'OFFRE <ul style="list-style-type: none"> • Identifier des démarches similaires conduites dans d'autres pays ou cantons • Limiter le nombre de spécialistes • Introduire le rôle de gate keeper par le médecin de famille • Régulation des outils techniques (IRM etc...) qui une fois installés vont conduire à une stratégie de rentabilisation.
			POUR UNE CAISSE MALADIE UNIQUE ? <i>La gestion trop obscure des finances de l'assurance maladie obligatoire rend impossible la régulation du système. La multiplication des caisses maladies multiplie les appareils de direction et les frais publicitaires inutiles. L'idée d'une caisse unique, bien que rejetée à deux occasions doit rester une option à discuter</i>
	DOMAINE D'ACTION	ACTIONS POUR LES PROFESSIONNEL-LE-S	POLITIQUE / LOBBYING
9	PARTENARIAT AVEC LA POPULATION	METTRE EN PLACE UN DEBAT CITOYEN <i>La population doit se réapproprié les questions de santé et faire entrer les questions éthiques dans le débat</i> <ul style="list-style-type: none"> • Traiter les symptômes ou la personne ? • Prioriser ce qui doit être proposé • Quel risque tolérer ? • Renforcer les directives anticipées • Peut-on avoir toujours plus et aller toujours plus loin ? • Décider de ce que l'on peut se permettre et ce que l'on ne peut pas se permettre ? (Explorer expériences conduites ailleurs) 	IMPLIQUER LES POLIITCIENS, LES PARTIS, LES MEMBRES DES COMMISSIONS TOUCHANT AUX DOMAINES DE LA SANTE